



***Conclusions de l'atelier de préparation
d'un projet d'échanges techniques
pour l'élaboration des politiques de gestion
forestière dans les espaces naturels protégés
méditerranéens***

***Conclusions of the workshop for the preparation
of a project on technical exchanges for designing
policies for Mediterranean forests
and woodlands in protected areas***



***Marseille, 29 et 30 novembre 2006
Marseilles, November 29 and 30, 2006***

Conception et rédaction : Denys POULET

Association Internationale Forêts Méditerranéennes - www.aifm.org

Crédit photos :

Pages 7, 12, 19 et 24 : Charlotte COURTIN-ORDNER (AIFM)

Pages 10 et 22 : Denys POULET

Traduction anglaise : Tim SPARHAM



**Conclusions de l'atelier de préparation
d'un projet d'échanges techniques
pour l'élaboration des politiques de gestion
forestière dans les espaces naturels protégés
méditerranéens**

*Conclusions of the workshop for the preparation
of a project on technical exchanges for designing
policies for Mediterranean forests
and woodlands in protected areas*



Marseille, 29 et 30 novembre 2006
Marseilles, November 29 and 30, 2006

Table des matières

Table of contents

Table de matières / <i>Table of contents</i> :	3
Conclusions de l'Atelier de préparation d'un projet d'échanges techniques pour l'élaboration des politiques de gestion forestière dans les espaces naturels protégés méditerranéens :	5
Synthèse du thème n°1 - Exprimer les objectifs globaux de la gestion des forêts méditerranéennes dans les espaces protégés :	9
Synthèse du thème n°2 - Construire des référentiels techniques et institutionnels adaptés à la Méditerranée et aux changements à venir dans les espaces protégés ; et élaborer des modèles communs :	11
Synthèse du thème n°3 - Transférer des actions expérimentées dans des contextes technico-économiques, institutionnels et de gouvernance différents (entre les différents espaces naturels protégés, mais aussi des espaces naturels protégés vers les autres territoires) :	13
Synthèse du thème n°4 - Concevoir des politiques de qualité de la gestion forestière dans les espaces protégés méditerranéens (à travers les certifications, l'évaluation des politiques...) :	15
<i>Conclusions of the Workshop for the preparation of a project on technical exchanges for designing policies for Mediterranean forests and woodlands in protected natural areas:</i>	17
<i>Synthesis of topic n°1 - To express the total objectives of the management of Mediterranean forests in protected areas:</i>	21
<i>Synthesis of topic n°2 - To build a technical and institutional reference framework adapted to the Mediterranean and the changes to come in protected areas; and to work out common models:</i>	23
<i>Synthesis of topic n°3 - To transfer the benefits from actions tested in different technico-economic, institutional and government contexts (between various protected areas, but also from the protected areas towards other territories):</i>	25
<i>Synthesis of topic n°4 - To design quality policies for forest management in protected areas (through certification, the evaluation of policies...):</i>	27
Liste des participants / <i>List of participants:</i>	29

Conclusions de l'Atelier de préparation d'un projet d'échanges techniques pour l'élaboration des politiques de gestion forestière dans les espaces naturels protégés méditerranéens

Depuis maintenant quelques années, les personnes et les organisations qui se préoccupent de l'évolution des forêts méditerranéennes se sont confrontés à une problématique particulière, comportant, entre autres, les difficultés liées à l'évolution des sociétés méditerranéennes.

Paradoxalement, alors que les sociétés se métropolisent et s'éloignent de la campagne et de la nature, les questions relatives à l'environnement prennent une place croissante dans les opinions publiques.

Les forêts méditerranéennes procurent de nombreux biens et services non marchands, alors qu'elles ont une production de bois qui ne peut manifestement pas faire face à la concurrence mondiale.

Il semble bien qu'en dépit des difficultés que beaucoup rencontrent encore, le moment vienne d'une prise de conscience utile de la convergence entre les demandes sociales et les contraintes des gestionnaires. Quels que soient les objectifs que les collectivités assignent aux forêts méditerranéennes, on admet aujourd'hui plus facilement qu'il faut bien, pour s'en approcher, que ceux qui les gèrent (sylviculteurs privés et collectivités locales) disposent des moyens techniques et d'organisation. De plus en plus nombreux sont les personnes et les institutions qui ressentent aujourd'hui cette nécessité.

Aussi, a-t-il été jugé utile de jeter un regard commun sur la manière dont les politiques de gestion forestières dans les espaces naturels protégés sont conçues et mises en œuvre dans les régions méditerranéennes. Ces espaces, qu'ils soient nationaux, régionaux ou locaux, sont des lieux privilégiés d'expérimentations de l'aménagement du territoire et de ces politiques.

Cependant, force est de constater un manque de connaissance et de références qui permettraient aux gestionnaires des espaces protégés de conduire de telles expérimentations. C'est pourquoi, l'Association Internationale Forêts Méditerranéennes, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région autonome de Murcie (Espagne), la Région Ombrie (Italie), le WWF-France et l'Agence publique du massif des Alpilles ont pris l'initiative d'une démarche pour préparer un projet d'échanges techniques pour l'élaboration des politiques de gestion forestière dans les espaces naturels protégés méditerranéens.

Ces échanges s'inscrivent dans la continuité de la structuration de réseaux de coopération sur les forêts méditerranéennes (commencée dans de précédents projets comme, entre autres, "Problématique de la forêt méditerranéenne" ou RECOFORME), et en vue de la préparation d'un prochain programme de coopération interrégional de l'Union européenne pour la période 2007-2013.

Ainsi, sans attendre les appels à projets de coopération à venir, les premiers partenaires ont décidé de se préparer à une étape commune qui devrait concerner les régions méditerranéennes de l'Europe, du Maghreb et du proche et du moyen Orient, et de proposer une base de travail aux régions qui souhaiteront s'associer à ce projet et y apporter leurs compétences.

Une cinquantaine de personnes, d'Italie, de France, d'Espagne et du Portugal, se sont réunies en atelier à Marseille pour entamer la préparation du projet. Ces travaux¹ se sont déroulés au sein de quatre groupes de travail dont on trouvera la synthèse ci-après, ainsi que la liste des participants.

Dans la synthèse générale qui suit, a été préparée la phase suivante qu'il reviendra aux partenaires, anciens et nouveaux, de conduire jusqu'à la conception du projet.

Quelle gestion forestière dans les espaces naturels protégés méditerranéens ?

Face aux nombreux défis et changements auxquels sont confrontées les forêts méditerranéennes, il faut élaborer des politiques forestières qui leur soient spécifiques.

Il est proposé de concentrer l'attention sur les espaces protégés en tant que lieux privilégiés d'expérimentation de l'aménagement du territoire et des politiques forestières.

1 : Les comptes-rendus verbatim sont disponibles sur le site www.aifm.org.

Elaborer des politiques de gestion forestière dans de tels espaces a conduit à se poser les questions suivantes :

Comment déterminer les objectifs globaux de la gestion des forêts méditerranéennes dans les espaces protégés ? Ces objectifs globaux doivent tenir compte des demandes sociales actuelles, mais aussi anticiper les changements climatiques et les attentes de la société de demain. Prendre en compte les demandes sociales implique des procédures de bonne gouvernance, c'est-à-dire les procédures qui permettront, avec les acteurs concernés, de définir ces objectifs et de les mettre en œuvre.

Comment, alors, construire des référentiels techniques et institutionnels adaptés à la Méditerranée et aux changements à venir ? Améliorer l'adaptabilité des forêts méditerranéennes demande la conception et le développement de solutions nouvelles en matière sylvicole ou de techniques tant relatives à l'aménagement de l'espace naturel qu'au niveau organisationnel.

Puis, comment transférer des actions expérimentées dans des lieux et contextes différents ? Ce transfert d'expériences est utile pour apporter des réponses aux enjeux communs des territoires forestiers méditerranéens :

- ✓ Les problèmes environnementaux (changements climatiques, désertification, diminution de la ressource en eau, perte de biodiversité...) nécessitent parfois l'adoption de mesures urgentes.
- ✓ Les gestionnaires doivent développer des solutions efficaces², efficaces³ et adaptées aux changements.
- ✓ Les décideurs doivent prendre en compte les contraintes des usages des territoires et du budget.
- ✓ La société perçoit différemment les espaces protégés et accorde plus d'intérêt au paysage en tant que manifestation de son patrimoine naturel et culturel.

Comment concevoir des politiques de qualité de la gestion forestière dans les espaces protégés ? La mise en œuvre d'une politique de qualité se justifie par la nécessité de trouver un compromis sur un territoire confronté à de multiples enjeux écologiques, culturels et économiques. Par ces politiques, il s'agit de prouver à la société, et ainsi répondre à sa demande, que la gestion est en adéquation avec les objectifs fixés dans une perspective de développement durable. Elles constituent un outil de management permettant d'améliorer la gestion, mais aussi un outil de communication vers les élus, les acteurs économiques, les bailleurs de fonds ou le grand public.

Les propositions de coopération pour répondre aux questions prioritaires soulevées collectivement par les gestionnaires des territoires des régions méditerranéennes

L'atelier a confirmé l'idée que l'expérimentation et le transfert d'expériences sont des actions concrètes qui sont le meilleur moyen de contribuer aux attentes de l'Union

européenne en matière de compétitivité des territoires et d'harmonisation entre les différents pays.

Cette coopération pourrait s'orienter vers les thèmes suivants :

- ✓ Organisation de la gouvernance.
- ✓ Mise en place de politiques de qualité.
- ✓ Comparaison de certains coûts de la gestion des espaces protégés (dont celui de la protection de la biodiversité).
- ✓ Relations entre la conservation de la nature et les activités économiques.
- ✓ Risques associés aux changements climatiques.

Les propositions de coopération pour répondre aux questions prioritaires soulevées collectivement consisteraient, par un échange d'expérience, en même temps qu'une réflexion collective, à évaluer les actions pilotes de chaque partenaire, à établir des méthodes communes et à évaluer l'adaptabilité des solutions envisagées. Tous les échanges feraient l'objet de rapports techniques qui seraient largement diffusés.

On a noté au passage que les espaces forestiers protégés souffrent d'un manque de visibilité. Pour améliorer cette visibilité, à titre d'objectif intermédiaire, il est proposé d'établir un guide (catalogue) des espaces protégés forestiers méditerranéens (édité sous format papier et actualisé sur Internet), qui pourrait comprendre :

- ✓ La description des différents statuts, des politiques de qualité... à travers une grille de lecture commune (définie par les partenaires).
- ✓ Une évaluation des besoins de chaque espace protégé étudié.
- ✓ Une évaluation de l'efficacité des méthodes et des outils existants, ainsi que de leur adaptabilité.

Les participants de l'atelier ont attiré l'attention sur le travail de recherche fondamentale nécessaire à la détermination des orientations techniques de gestion et des politiques forestières destinées à gérer l'adaptabilité aux changements climatiques ou de société. Les travaux de coopération pourront proposer des éléments pour un cahier des charges allant dans ce sens.

L'organisation du partenariat du projet

Les partenaires du projet seront des organismes régionaux concernés par la gestion forestière et l'Association Internationale Forêts Méditerranéennes.

Il serait souhaitable d'être associés à des universités et des instituts de recherche ainsi qu'à d'autres réseaux, qui ne

2 : *Rapport résultats sur objectifs.*

3 : *Rapport résultats sur moyens.*

seraient pas nécessairement partenaires officiels "au sens des programmes européens".

Le projet pourrait comprendre plusieurs sous-groupes de travail, chacun travaillant sur une thématique. Les partenaires participeraient uniquement aux thématiques dans lesquelles ils seraient impliqués.

L'atelier a proposé que, pour atteindre les objectifs, il serait bien de constituer un réseau d'experts qui examinerait les expériences dans des sites identifiés. A partir de la mise en exergue des points forts et des points faibles, ce travail permettrait d'avoir des éléments de comparaison au niveau méditerranéen, et ainsi contribuerait à la mise en place d'outils communs et originaux d'évaluation (comme un système d'examen par un réseau de collègues ou "peer review").



Participants à l'atelier

Synthèse du thème n°1

Exprimer les objectifs globaux de la gestion des forêts méditerranéennes dans les espaces protégés

Que doivent devenir les forêts méditerranéennes dans les espaces protégés en fonction des demandes sociales ?

Quels objectifs de gestion anticipant les conditions du futur (changements climatiques et changements de société) ?

Les objectifs globaux de la gestion des forêts méditerranéennes dans les espaces protégés doivent tenir compte des demandes sociales, mais aussi anticiper en même temps les changements climatiques et les attentes de la société.

Les participants à cet atelier attirent l'attention sur le travail de recherche fondamentale nécessaire à la détermination des orientations techniques de gestion destinées à d'amortir les dérives climatiques. Cette question ne pourrait en effet être traitée que superficiellement lors d'échanges d'expériences et de débats.

Cependant, dans tous les cas, les objectifs dépendent des enjeux des territoires et du type d'espace protégé. L'UICN¹ et la MCPFE² distinguent plusieurs niveaux de protection :

✓ Classes de l'IUCN :

- Classe I : réserve absolue ; toute activité humaine y est proscrite.
- Classe II : tourisme autorisé, prélèvements interdits ; équivalents des parcs nationaux.
- Classe III : sites exceptionnels ou "monuments naturels".
- Classe IV : prélèvements autorisés, zone aménagée pour la conservation d'un habitat ou d'une espèce.
- Classe V : panoramas marins ou terrestres protégés.
- Classe VI : zone aménagée pour la protection des ressources.

✓ Classes de la MCPFE :

- Classe 1 — objectif principal : protection de la biodiversité :
 - ◆ 1.1 sans aucune intervention.
 - ◆ 1.2 avec interventions minimales.
 - ◆ 1.3 conservation par une gestion active.
- Classe 2 — objectif principal : protection des paysages ou d'éléments naturels particuliers.

- Classe 3 — objectif principal : autres fonctions de protection.

Prendre en compte les demandes sociales relatives aux espaces protégés, et pouvoir ainsi exprimer les objectifs globaux, implique des procédures de bonne gouvernance, c'est-à-dire les procédures qui permettront, avec les acteurs concernés, de définir ces objectifs et de les mettre en œuvre.

Parmi les difficultés repérées, on a souligné celle d'impliquer les décideurs des centres urbains dans la gestion des espaces protégés périurbains utilisés par leurs administrés, quand bien même ces espaces peuvent ne pas faire partie du territoire directement sous leur responsabilité. Il faudrait pouvoir préciser le cadre de leur participation technique et financière. Le manque d'échanges et de communication entre les milieux urbain et rural est un handicap qu'il faudra lever.

Agir pour atteindre les objectifs définis nécessite des moyens financiers spécifiques, et cela d'autant plus si les actions souhaitées vont à l'encontre des dynamiques naturelles. Les espaces forestiers méditerranéens, et plus particulièrement ceux qui sont protégés, ne sont généralement pas suffisamment productifs pour engendrer les moyens financiers nécessaires à leur gestion.

La valeur théorique des espaces protégés est importante : on peut y inclure le paysage, la protection contre l'érosion, le rôle de puits de carbone... Mais comment la traduire en ressources financières affectées à la gestion ?

À cet égard, on a souligné la faiblesse de la pérennité des subventions publiques. Ainsi est-il nécessaire d'identifier des activités ou des sources de revenus capables de couvrir les coûts de la conservation. Dans le cas contraire, les actions resteront localisées sur de petites surfaces ou ne pourront être pérennes.

On a rappelé l'importance de désigner un organisme

1 : Union internationale pour la conservation de la nature.

2 : *Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe* – Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe.

chargé de l'animation, de la gestion et d'assurer le lien entre les demandes sociales, les propriétaires et les territoires.

L'association des élus et des populations à la gestion de ces espaces nécessite une communication adaptée. Une meilleure visibilité des espaces protégés y contribuerait. Pour cela, il serait utile d'établir des critères de comparaison entre les espaces protégés méditerranéens des différents pays. Il est alors proposé d'élaborer un guide (catalogue) des espaces protégés forestiers méditerranéens.

Les questions prioritaires que se sont posés les participants au thème 1 sont les suivantes :

- ✓ Comment mettre en place les procédures de bonne gouvernance ?
- ✓ Comment améliorer l'implication des décideurs des centres urbains dans la gestion des espaces périurbains ?
- ✓ Comment transformer la valeur théorique des espaces protégés en ressources financières affectées à la gestion ?
- ✓ Comment améliorer la communication sur la gestion des forêts méditerranéennes avec la société civile et ses représentants ?

Pour répondre à ces questions, il est proposé d'établir des méthodes pour permettre de déterminer les projets de territoire avec l'ensemble de la société. Un programme de coopération, à travers des échanges d'expériences en réseau et sur des territoires, permettrait d'analyser les causes des échecs et les éléments de réussite rencontrés sur chaque site, puis d'établir un manuel de recommandations techniques à ce sujet.



Participants à l'atelier

Synthèse du thème n°2

Construire des référentiels techniques et institutionnels adaptés à la Méditerranée et aux changements à venir dans les espaces protégés ; et élaborer des modèles communs

Comment gérer l'adaptabilité des forêts méditerranéennes ?

Comment intégrer les contraintes périurbaines ?

Comment gérer les relations entre les institutions et les propriétaires ?

Les forêts méditerranéennes doivent faire face à de nombreux défis et changements. La question centrale est l'élaboration de politiques forestières qui leur soient spécifiques.

Pour améliorer l'adaptabilité des forêts méditerranéennes, il faut développer des solutions nouvelles en matière sylvicole, de techniques relatives à l'aménagement de l'espace naturel ou de procédures organisationnelles.

Le partage des expériences ne peut que contribuer à élaborer ces solutions.

Les référentiels, qu'ils soient techniques ou institutionnels, permettent de transmettre et d'améliorer les savoir-faire. Ainsi, en les développant, l'objectif est d'apporter aux responsables politiques des données techniques pertinentes leur permettant de prendre les bonnes décisions, mais aussi de s'assurer que les techniciens chargés de les mettre en oeuvre disposeront des moyens et des outils nécessaires.

Les participants au débat ont bien précisé qu'il s'agit de trouver un équilibre entre la nécessité institutionnelle d'une organisation et la nécessité de considérations techniques conditionnant la démarche institutionnelle. Les référentiels ou modèles ne doivent ni être centrés exclusivement sur les techniques sylvicoles (ou relatives à l'aménagement), ni vider de ces techniques.

Dans le cadre d'actions de coopération pour élaborer de tels référentiels, la démarche suivante est proposée :

- ✓ Réaliser un inventaire de l'existant à travers une grille de lecture commune (cette grille sera à définir).
- ✓ Évaluer l'efficacité des méthodes et des outils existants.
- ✓ Évaluer les besoins de chaque pays ou région.
- ✓ Évaluer la possibilité de les adapter à chaque pays ou région (il faudra préciser comment constater et évaluer cette adaptabilité).
- ✓ Synthétiser l'information recueillie pour élaborer les référentiels.

Ce travail de structuration de l'information devrait être accompagné de la diffusion des résultats. Ces derniers pourraient être valorisés dans des documents tels des manuels de bonnes pratiques, une base de données consultable sur Internet ou une contribution à un livre de référence sur les politiques de gestion forestière.

De plus, ces travaux pourraient permettre d'établir un cahier des charges (ou des éléments pour un cahier des charges) à l'attention de :

- ✓ La recherche sur les politiques forestières, notamment pour gérer l'adaptabilité aux changements et aux contraintes.
- ✓ Programmes de formation de type masters internationaux.

Tous les thèmes relatifs aux politiques de gestion forestière ne pourront être abordés en même temps au cours d'un seul projet. Il est nécessaire de définir les priorités de travail. Ainsi les thèmes suivants ont été suggérés :

- ✓ La comparaison de coûts de certains aspects de la gestion (comme Natura 2000).
- ✓ Les risques associés aux changements climatiques (incendies, inondations, évolution des écosystèmes...) dans les différents pays.
- ✓ Les relations entre la conservation de la nature et les activités économiques.

Par ailleurs, on pourrait améliorer la visibilité des différents statuts, souvent mal compris par le public, en établissant un catalogue des différents espaces protégés forestiers méditerranéens. Ce document constituerait un élément de référence, véritable panorama des espaces protégés forestiers méditerranéens.

Il a été rappelé que l'Union européenne encourage les éléments d'harmonisation entre les différents pays (comme l'harmonisation des plans de gestion).

La démarche d'élaboration de référentiels pourrait être accompagnée et nourrie d'un travail d'expérimentation sur

le terrain afin de proposer des réalisations concrètes.

Les partenaires du projet seront des organismes régionaux de gestion forestière et l'AIFM. Ils pourraient être associés à des universités et à d'autres réseaux, qui ne seraient pas partenaires officiels "au sens des programmes européens". Il serait souhaitable d'être accompagné par au moins une institution académique, de type "université". En effet, le travail des partenaires se situe au niveau régional ou local, à travers des études de cas. Il ne pourrait, sans appui extérieur, que déboucher difficilement sur la généralisation et la globalisation des résultats.

Les questions relatives aux contraintes périurbaines et aux relations entre les institutions et les propriétaires ont été peu développées par les participants à ce thème.



Participants à l'atelier



Synthèse du thème n°3

Transférer des actions expérimentées dans des contextes technico-économiques, institutionnels et de gouvernance différents (entre les différents espaces naturels protégés, mais aussi des espaces naturels protégés vers les autres territoires)

Le transfert des actions expérimentées dans des lieux et des contextes différents est utile pour apporter des réponses aux enjeux communs des territoires forestiers méditerranéens :

- ✓ Les problèmes environnementaux (changements climatiques, désertification, diminution de la ressource en eau, perte de biodiversité...) nécessitent parfois l'adoption de mesures urgentes.
- ✓ Les gestionnaires doivent développer des solutions efficaces, efficientes et adaptées aux changements.
- ✓ Les décideurs doivent gérer les contraintes des usages des territoires et du budget.
- ✓ La société perçoit différemment les espaces protégés et accorde une grande importance au paysage, élément fondamental de son patrimoine naturel et culturel.

Le transfert d'expériences est une action concrète qui répond aux attentes de l'Union européenne en matière de compétitivité des territoires.

Après le rapprochement des politiques de gestion forestière et de gestion de la nature, il serait judicieux de les rapprocher un peu plus des politiques culturelle et touristique, et de mieux les intégrer dans la politique d'aménagement du territoire.

La participation des populations à la gestion des territoires est importante, et, "informer" ne suffit pas pour "faire participer". La communication sur les espaces protégés doit prendre en compte les centres d'intérêt du(des) public(s) cible(s). L'expérience d'Alicante (Espagne) l'illustre bien avec le succès de la création d'une pépinière pour les particuliers dans un parc régional, des actions de promotion d'un vin local ou des actions de volontariat international. Il se dégage de cette expérience que "le paysage méditerranéen est un paysage qui se mange".

Les espaces protégés sont des laboratoires où peuvent être testées des actions et développés des modèles locaux permettant d'établir des stratégies globales adaptées aux autres situations particulières. Il s'agit bien entendu de transférer des idées, des approches ou des concepts sans toutefois aller trop dans les détails qui sont très liés à la situation locale et pour lesquels l'intérêt des partenaires

extérieurs est souvent limité. L'analyse de chaque situation sociologique et historique doit être envisagée afin de faciliter les transferts.

Le projet pourrait comprendre plusieurs sous-groupes de travail, chacun travaillant sur une thématique. Les partenaires participeraient uniquement aux thématiques dans lesquelles ils sont impliqués, ce qui permettrait plus de souplesse.

Nous devons garder mémoire des échanges par la rédaction de comptes-rendus, de façon à ce qu'ils soient bénéfiques au plus grand nombre. Ces comptes-rendus devront inclure une évaluation de la capacité des expériences à être transférées.

Il a été suggéré de mener une comparaison de certains coûts de la gestion dans les différents sites expérimentaux, mais aussi d'éditer un catalogue sur les usages traditionnels méditerranéens.

Synthèse du thème n°4

Concevoir des politiques de qualité de la gestion forestière dans les espaces protégés méditerranéens (à travers les certifications, l'évaluation des politiques...)

La mise en oeuvre d'une politique de qualité de la gestion forestière dans les espaces protégés se justifie par la nécessité de trouver un compromis sur un territoire confronté à de multiples enjeux écologiques, culturels et socio-économiques. Par cette politique, il s'agit de prouver à la société, et ainsi répondre à sa demande, que la gestion est en adéquation avec les objectifs fixés dans une perspective de développement durable.

Les politiques de qualité peuvent avoir deux fonctions :

- ✓ Interne : elles sont un outil de management permettant d'améliorer la gestion, dans un contexte de durabilité. Il s'agit dans ce cas d'évaluer les processus et d'identifier les pratiques à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés.
- ✓ Externe : elles sont un outil de communication vers les élus, les acteurs économiques, les bailleurs de fonds ou le grand public. Il s'agit de montrer que la politique choisie est efficace. Les objectifs des politiques de qualité peuvent concerner les moyens et les processus, ou bien, les résultats. Ainsi un processus peut être labellisé sans que le gestionnaire ait à justifier de résultats.

Toute politique de qualité implique de choisir des indicateurs de moyens et de résultats, fixés par rapport aux objectifs, qu'il conviendra d'évaluer en termes d'efficacité (rapport résultats sur objectifs) et d'efficience (rapport résultats sur moyens).

La politique de qualité de la gestion forestière peut concerner tout ou partie de multiples domaines, qui doivent tous répondre à un objectif de durabilité, en prenant en compte, outre les attentes et contraintes actuelles, celles du futur. Parmi ces domaines, on peut citer : la production de bois, les productions non ligneuses, l'accueil du public, la protection de la biodiversité, les aspects sociaux (de ceux qui vivent ou travaillent sur ces espaces), la gouvernance, la capacité pour les écosystèmes de s'adapter face aux changements et agressions....

Les certifications ou labels sont nombreux et ne sont pas toujours bien adaptés à l'ensemble des objectifs de gestion des espaces protégés, notamment parce qu'un certain nombre d'entre eux correspondent à des enjeux économiques et une attente de rentabilité financière. Une politique de qualité dans un espace protégé doit-elle être différente des

autres politiques (FSC, PEFC, ISO 9001 ou 14001) ? Quels types de normes pouvons-nous utiliser ? Doit-on se contenter de ce qui existe déjà ou faut-il penser à de nouvelles normes mieux adaptées ?

Même si la politique de qualité doit prendre en compte chaque contexte et chaque milieu naturel, son affichage doit être suffisamment visible et identifiable par la société. La multiplication des systèmes de qualification n'y contribue pas. Les certifications sont hétérogènes au niveau méditerranéen. Doit-on tendre vers un label commun aux espaces protégés méditerranéens, qui garantisse la gestion durable des forêts ?

Les participants ont également exprimé un besoin de méthode pour concevoir efficacement une politique de qualité :

- ✓ Comment la mettre en place ?
- ✓ Comment la financer ? La certification coûte chère, qui doit en supporter le coût ? L'aspect financier est lié à la problématique de rémunération des externalités.
- ✓ Comment la faire vivre et la faire connaître ?
- ✓ Comment la faire accepter ?
- ✓ Comment savoir si elle remplit ses rôles ?

Pour répondre à ces questions, il est suggéré, dans un premier temps, de faire un état des lieux de ce qui se fait en matière de politiques de qualité et des espaces protégés sur lesquels elles sont pratiquées. Ensuite, il est proposé de constituer un réseau d'experts qui examinerait les expériences de politiques de qualité dans des sites identifiés. A partir de la mise en exergue des points forts et des points faibles de ces politiques, ce travail permettrait d'avoir des éléments de comparaison au niveau méditerranéen, aiderait à relier les labels existants en Europe et en Méditerranée, et ainsi contribuerait à la mise en place d'outils communs et originaux d'évaluation (comme un système d'examen par un réseau de collègues ou "peer review").

Le réseau "peer review" pourrait notamment s'inspirer de la méthodologie "Imagine" développée par le Plan bleu ainsi que des travaux du Ministère français de l'écologie à propos des indicateurs dans les espaces protégés.

■

Conclusions of the Workshop for the preparation of a project on technical exchanges for designing policies for Mediterranean forests and woodlands in protected natural areas

For a number of years now, people and organisations concerned with the evolution of Mediterranean forests and woodlands have come to grips with a particular issue involving various difficulties, among which are those major related to social evolution in the different countries around the Mediterranean Rim.

Paradoxically, at a time when societies are becoming more urbanised and cut off from country life and nature, questions relating to the environment have assumed greater importance in the eyes of the general public.

Mediterranean forests, even though their timber production cannot compete with levels of output obtained elsewhere in the world, do provide a large number of non-commercial goods and services.

It would seem that, despite the persistent difficulties that many of us still confront, the time may be approaching of an effective wider awareness of the convergence of social expectations and management constraints. Whatever the objectives may be that governing institutions ascribe to Mediterranean forests and woodlands, there is a clear trend to admitting that in order to achieve these goals, the people in charge of managing such areas (private landholders and local government) must have the requisite technical and organisational means. Today, ever-increasing numbers of people and institutions recognise this necessity.

Thus, it has appeared as useful to take a collective look at the way in which forestry and woodland management policies for protected natural areas are designed and implemented around the Mediterranean Rim. Such areas, whether they be national, regional or local, are outstanding locations for experiments in land use and development and their related policies.

However, it must be accepted that there is a lack of the knowledge and reference material that managers of protected areas need in order to conduct such experimentation. It is for this reason that the International Association of Mediterranean Forests, the Regional Government Councils of Provence-Alpes-Côte d'Azur

(France), Umbria (Italy), Murcia (Spain), the WWF-France and the Alpilles Massif Public Authority (S.-E. France) have taken the initiative to prepare a project on technical exchanges for designing forestry and woodland management policies for protected natural areas around the Mediterranean.

Such exchanges are seen as a further, ongoing step in the building up of cooperative networks concerned with Mediterranean forests (begun earlier with such projects as, for example, The Problem of Mediterranean Forests or RECOFORME) and, also, as a head start to preparation for the European Union's next programme for inter-regional cooperative projects for the period 2007-2013.

Thus, without waiting for the new call for submissions of cooperative projects, the initial partners have decided to ready themselves by taking a shared step forward which should involve the Mediterranean regions of Europe, North Africa and the Near and Middle East. They are now proposing a working basis to other regions that would like to get involved in this project, enabling such regions to contribute their own understanding and know-how.

Some fifty participants from Italy, France, Spain and Portugal gathered in Marseille for a workshop seminar to launch preparations for the project. The work¹ was undertaken in four work groups whose summarised reports are given in the following pages, along with a list of participants.

Which forestry and woodland management for protected natural areas around the Mediterranean?

As Mediterranean forests and woodlands face numerous challenges and changes, forestry policies must be designed to suit their specific needs.

1 : Detailed minutes are available on the Web www.aifm.org (in French only).

It has been suggested that we concentrate on protected areas as locations particularly well-suited to experimentation in land use and development and in forestry policy.

Devising forestry management policy in such areas raises the following challenges:

How to decide on the overall objectives for the management of Mediterranean forests and woodlands in protected areas? These overall objectives must take into account society's current expectations while, at the same time, anticipating changes in both climate and tomorrow's social demands. To take into account society's demands concerning protected areas and to formulate overall objectives in the light of these demands implies well-founded procedures for good governance: procedures enabling those responsible, along with stakeholders and others involved, to define objectives and put them into effect.

How, then, to acquire benchmark technical and institutional criteria adapted to the Mediterranean context and to the changes likely to occur in the future?

To enhance the adaptability of Mediterranean forests, it is essential to develop new solutions in silviculture as well as in techniques related as much to the improvement and development of natural areas as to organisational procedures.

Then, how to redeploy experimental action to different locations and contexts? Such transfers are useful in providing some response to issues common to Mediterranean woodland and forest territories:

- ✓ Environmental problems (climate change, desertification, failure of water resources, loss of biodiversity...) sometimes require emergency measures.*
- ✓ People in charge of management must develop effective², efficient³ solutions suited to the changes.*
- ✓ (Elected) decision-makers must juggle with constraints deriving from local or regional usage or linked to budgets.*
- ✓ Society at large has a different outlook on protected areas and is more interested in landscape as an expression of its natural and cultural heritage.*

How to design quality policies for forestry management in the protected areas? The implementation of a quality policy is justified by the necessity of coming up with a compromise in a region confronted with multiple ecological, cultural and economic challenges. Such policies will serve to prove to society at large, in a way that it expects, that the management involved is consistent with the stated objectives adopted in the perspective of sustainable development. They form a management tool enabling such management to be improved but they are also tools for communicating with elected representatives, players in the economy, sources of funding or a wider public.

Propositions for cooperation as a response to priority questions raised jointly by managers of protected areas in the Mediterranean regions

The workshop seminar confirmed the idea that experimentation and the transfer of experience are concrete actions that represent the best way to fit in with the European Union's expectations concerning competitiveness between regional administrative entities and harmonisation between different countries.

The following themes were proposed:

- ✓ Organising governance.*
- ✓ Implementing quality policies.*
- ✓ Cost comparisons for certain aspects of management in protected areas (of which protecting biodiversity is one example).*
- ✓ The connection between nature conservation and economic activity.*
- ✓ Risks linked to climate change*

The propositions for cooperation as a response to jointly-raised priority questions would be, through a combined exchange of experience and collective reflexion, to evaluate the pilot action undertaken by each partner, to establish commonly agreed methods and to assess the adaptability of the solutions envisaged. All such exchanges would be the subject of technical reports that would be made widely available.

It was noted in the course of debate that protected forest areas suffer from a lack of "visibility". To rectify this general lack of public awareness, an intermediate objective was suggested: producing a catalogue of the different protected forest areas around the Mediterranean Rim (published on paper and updated on the Internet) which would include:

- ✓ The description of the various statuses, quality policies... using a reference grid (commonly agreed on by the partners).*
- ✓ An assessment of the needs of each protected area studied.*
- ✓ An evaluation of the effectiveness of the existing tools and methods, along with their adaptability.*

The participants in the workshop seminar stressed the need for fundamental research to orient the choice of technical management options and forestry policies required in managing adaptability to changes in climate and society. The cooperative work undertaken should be able to provide certain items for a relevant specifications document.

2 : Results compared to objectives.

3 : Results compared to means.

Organising the project partnership

The partners in this project will be regional organisations of forestry management and the IAMF. It would be desirable to associate universities, research bodies and other networks which would not be official partners "as defined by European programmes".

The project could include several "sub" work groups, each devoted to a particular topic. The partner organisations would become involved only in those sub-groups which concerned them

The workshop suggested that to achieve its objectives a network of experts be set up with the task of examining the experimentation at specific sites. Once the strengths and weaknesses of such policies had been highlighted, the work would provide a basis for comparison throughout the Mediterranean as a whole and facilitate the setting up of shared and innovative assessment tools (such as a system of evaluation by a network of colleagues or "peer review").



Workshop participants

Synthesis of topic n°1

To express the total objectives of the management of Mediterranean forests in protected areas

What should Mediterranean forests in protected areas become in the light of social demand?

Which management objectives should be retained, taking into account future conditions, anticipating climate changes and changes in society?

Overall objectives for the management of Mediterranean forest and woodlands in protected areas must take into account society's demands while, at the same time, anticipating changes in both climate and social expectations.

The participants in this workshop drew attention to the need for fundamental research to orient the choice of technical management options to be adopted for reducing the impact of climate change. Such an issue can hardly be dealt with other than superficially at a gathering for the exchange of experience and debate.

Nevertheless, objectives in every given case depend on what is at stake in each regional or local unit as well as on the type of protected area involved. The IUCN¹ and the MCPFE² have distinguished several levels of protection:

✓ IUCN Classification:

- Class I: total reserve: all human activity is forbidden
- Class II: tourism allowed, culling/collecting forbidden; equivalent of national parks.
- Class III: outstanding sites or "natural monuments".
- Class IV: culling/collecting allowed, zones adapted for the conservation of a species or habitat.
- Class V: protected landscape/seascape
- Class VI: zones adapted for protection of resources

✓ MCPFE Classification:

- Class 1 – main objective: protecting biodiversity:
 - ◆ 1.1: with no intervention
 - ◆ 1.2: with minimal intervention
 - ◆ 1.3: conservation through active management
- Class 2 – main objective: protection of landscapes or special natural aspects
- Class 3 – main objective: other protective functions

To be able to take into account society's demands

concerning protected areas and to formulate overall objectives in the light of these demands implies well-founded procedures for good governance: this means procedures enabling those responsible, along with stakeholders and others involved, to define objectives and put them into effect.

Various problem issues have been encountered, one of which was emphasised: the involvement in the management of protected peri-urban areas of decision-makers from central urban localities whose inhabitants frequent the protected areas in question even though these areas do not in fact form part of the municipality or district represented by such decision-makers. There is a need to work out a framework for their eventual technical or financial participation. The lack of exchange and communication between city and country is a handicap that must be overcome.

Taking action to achieve the given objectives requires specific funding, particularly insofar as the desired action may counteract the dynamics of nature. On the whole, Mediterranean woodland areas, especially those which are protected, do not generate income enough to cover the sums needed for their management.

Calculating a theoretical value for protected areas is important: it could include the landscape aspect, protection against erosion, their role as a carbon sink... But how to express such worth in terms of financial resources allocated to management?

In this respect, it was stressed that public funding was not really long-term. Thus, it is necessary to identify activities or sources of income capable of meeting the costs of conservation. Failure to do so will result in localised action based on small areas; or a lack of finance over time.

It was emphasised that an organisation is needed to assume responsibility for project leadership and backup, management, and maintaining an interface between the general public with its various expectations, landowners and local authorities.

1 : International Union for Conservation of Nature.

2 : Ministerial Conference on the Protection of Forests in Europe.

Ensuring the involvement of elected representatives and local inhabitants in the management of protected areas necessitates suitable communications. Boosting the public image of such areas would help, for which it would be useful to establish criteria for comparisons between the relevant protected areas of the various countries of the Mediterranean Rim. Thus, it has been suggested that a guide (catalogue) be produced of the protected forest and woodland areas around the Mediterranean.

The priority questions that most preoccupied participants in the Theme 1 workshop were:

- ✓ How can procedures for good governance be drawn up?*
- ✓ How can decision-makers (elected) in urban centres become more involved in the management of peri-urban areas?*
- ✓ How to express the theoretical value of protected areas in terms of financial resources allocated to management?*
- ✓ How to improve communication with the general public and its representatives on the management of Mediterranean woodlands?*

To answer these questions, it has been suggested that methods be devised enabling the general public concerned to participate actively in deciding about projects for its area. A programme for cooperation, based on exchange through networks and also on the ground, would facilitate individual site analysing of the causes of any failure as well as the features making for success. A manual of technical recommendations could then encapsulate the results.



Gilles Bonin (on the left) presenting the forecasts of the effects of the climatic changes.

Synthesis of topic n°2

To build a technical and institutional reference framework adapted to the Mediterranean and the changes to come in protected areas; and to work out common models

How to manage the adaptability of Mediterranean forests?

How to integrate peri-urban constraints?

How to manage relations between institutions and private landholders?

Mediterranean woodlands and forests have to face a number of challenges and evolutions. The central issue is the designing of forestry policies that are specifically suited to them.

To enhance the adaptability of Mediterranean forests, it is essential to develop new solutions in silviculture, in techniques related to the improvement and development of natural areas and in organisational procedures.

Sharing experience can only facilitate such tasks.

Benchmark criteria, whether technical or institutional, enable know-how to be improved and passed on. So, the aim in developing agreed reference criteria is to furnish political leaders with relevant technical information to enable them to take the right decisions and, at the same time, to ensure that the technical personnel responsible for putting into effect those decisions will have the requisite means and tools to do so.

The participants in the debate were careful to underline that it will be necessary to find a balance between the institutional requirements of an organisation and the technical demands that modify an institutional undertaking. The benchmark criteria or models should be neither too exclusively centred on silvicultural methods (or those linked to land improvement) nor bereft of such guidelines.

Within the framework of cooperative action aimed at drafting such benchmark criteria, the following modus operandi is suggested:

- ✓ Carry out an inventory of what exists based on a commonly-agreed assessment formula (to be drawn up).*
- ✓ Evaluate the effectiveness of existing methods and tools.*
- ✓ Evaluate the needs of each country or region.*
- ✓ Assess the possibility of adapting the data to each country or region (the way of determining and assessing adaptability will have to be specified).*

✓ Synthesise the accumulated information on which to base such benchmark criteria.

This work of structuring information should go hand in hand with communicating its results to a wider audience. Such results could be profitably exploited in documents such as a manual of good practices, an Internet database or a contribution to a reference book on forestry management policy.

In addition, such work should make possible the drawing up of a specifications document (or some part of a specifications framework) to be made available to:

- ✓ Researchers involved in forestry policy, notably in managing adaptability to change and constraints.*
- ✓ Educators in programmes of the international Master's type.*

It will not be possible to treat all the topics related to forestry management policy simultaneously in one project. Priorities will have to be defined. The following themes were proposed:

- ✓ Cost comparisons for certain aspects of management (such as Natura 2000).*
- ✓ The risks linked to climate change (wildfire, floods, changes in ecosystems...) in different countries.*
- ✓ The connection between nature conservation and economic activity.*

Furthermore, the "visibility" of different kinds of institutional status, about which the general public is often unaware, could be enhanced by a catalogue of the different protected forest areas around the Mediterranean Rim. Such a document would become a reference tool, a real panorama of protected forest areas around the Mediterranean.

It was remarked that the European Union encourages features that foster harmonisation between different countries (for example, the harmonisation of management plans).

The process of drawing up benchmark criteria could be enriched by a complementary facet: experimental field-work which would provide concrete examples of work carried out.

The partners in this project will be regional organisations of forestry management and the IAMF. To them might be associated universities and other networks which would not be official partners "as defined by European programmes". It would, in fact, be desirable to be accompanied by some form of academic institution of a "university" kind: insofar as the work of the partner organisations, focusing on studies of particular cases, will take place at the local or regional level, it will not be easy to encompass generalisation or globalisation of the results.

The participants discussing this topic n°2 touched only slightly on questions related to peri-urban constraints or to the relations between institutional bodies and landowners.



Workshop participants

Synthesis of topic n°3

To transfer the benefits from actions tested in different technico-economic, institutional and government contexts (between various protected areas, but also from the protected areas towards other territories)

The redeployment of experimental action to different locations and contexts is useful in providing some response to issues common to Mediterranean woodland and forest territories:

- ✓ Environmental problems (climate change, desertification, failure of water resources, loss of biodiversity...) sometimes require emergency measures.
- ✓ People in charge of management must develop effective, efficient solutions suited to the changes.
- ✓ (Elected) decision-makers must juggle with constraints deriving from local or regional usage or linked to budgets.
- ✓ Society at large has a different outlook on protected areas and allots major importance to landscape, a fundamental element in its natural and cultural heritage.

Transfer of experience is a concrete action that fits in well with the European Union's expectations concerning competitiveness between regional administrative entities.

Having improved coordination of the policies for forestry management and natural environmental management, it would be wise to better coordinate these policies with those for culture and tourism and also integrate them more effectively into land use and development policy.

It is important to obtain the participation of the population concerned in the management of its territory but "informing" is not enough to ensure "taking part". Communication on protected areas must take into account the main focus of interest of the targeted public. The experience of Alicante (Spain) offers a good illustration, with its success in setting up within a regional park a plant nursery open to the general public, action to promote local wine, and international volunteer initiatives. There has emerged from this experience the sense that "the Mediterranean landscape is a landscape for eating".

Protected areas are laboratories where it is possible to run a trial undertaking and develop local models that enable global strategies to be designed and adapted to other specific conditions. It is, of course, a matter of transferring ideas, approaches and concepts without getting too

involved in details which are often very locally bound and frequently of little interest to the partners from elsewhere. An analysis of each sociological and historical situation must be envisaged in order to facilitate transfer and redeployment.

The project could include several "sub" work groups, each devoted to a particular topic. The partner organisations would become involved only in those sub-groups which concerned them. This should make for greater overall flexibility.

We need to keep a trace of the exchanges by means of reports drafted so as to ensure the greatest number can benefit from them. These accounts should include an assessment of an experience from the point of view of the likelihood of its successful transfer.

It was suggested that a study be carried out of the comparative cost of certain aspects of management and, also, that a catalogue be published of traditional Mediterranean customs and practices.

Synthesis of topic n°4

To design quality policies for forest management in protected areas (through certification, the evaluation of policies...)

The implementation of a quality policy for forestry management in the protected areas is justified by the necessity of coming up with a compromise in a region confronted with multiple ecological, cultural and socio-economic challenges. Such a policy will serve to prove to society at large, in a way that it expects, that the management involved is consistent with the stated objectives adopted in the perspective of sustainable development.

Quality policy can have two functions:

✓ *Internal:* it is a management tool enabling such management to be improved within the context of sustainability. In such a case, it is a matter of evaluating processes and identifying which practices to adopt in order to achieve objectives.

✓ *External:* such policy is a tool for communicating with elected representatives, players in the economy, sources of funding or a wider public. Here it is a question of demonstrating that a chosen policy is effective. The objectives of a quality policy can concern means and processes, or results. Thus, a process can be certified without the management team having to prove results.

Every quality policy involves the choice of indicators of means and results, established in relation to the objectives. Assessment is in terms of effectiveness (results compared to objectives) or efficiency (results compared to means).

A quality policy for forestry management can involve all or part of a wide range of spheres, all of which must conform to an objective of sustainability, taking into account not only present-day expectations and constraints but, also, those concerning the future. Such spheres include: timber and wood production, non-wood production, the reception of the public, protection of biodiversity, labour and social aspects (for those living or employed in such areas), governance, the capacity of ecosystems to adapt in the face of change and aggression...

Certification schemes and labels are numerous but not always well-adapted to the whole range of management objectives chosen for protected areas, particularly those that correspond to economic goals or the expectation of financial return. Should a quality policy in a protected area be different from other policies (FSC, PEFC, ISO 9001 or

14001)? What type of norms should we use? Should we make do with what already exists or is there a need for new, better-conceived norms?

Even if a quality policy needs to take into account each context and each natural environment, its reputation and stated values must be sufficiently clear and identifiable by society at large. The multiplication of certification systems hinders such clarity. Such schemes for the Mediterranean region are diverse. Should we tend towards a shared label common to all the protected areas around the Mediterranean, guaranteeing the sustainable management of forests and woodland?

The participants also expressed the need for a method for effectively designing a quality policy:

✓ How to set it up?

✓ How to finance it? Certification is expensive, who should bear the costs?

✓ The financial aspect is linked to the issue of remunerating outside expertise.

✓ How to give it a dynamic and establish its reputation?

✓ How to get it accepted?

✓ How to know if it is fulfilling its roles?

In answer to these questions, it was suggested that in the first instance there should be a stocktaking of what quality policies presently exist and to which protected areas they are applied. Thereafter, it was suggested that a network of experts be set up with the task of examining the experience with quality policies at specific sites. Once the strengths and weaknesses of such policies have been highlighted, the work will provide a basis for comparison throughout the Mediterranean as a whole; enable a correlation to be made between existing labels for the Mediterranean and those elsewhere in Europe; and help in the setting up of shared and innovative tools (such as a system of assessment by a network of colleagues or "peer review").

The "peer review" network could well find inspiration in the "Imagine" methodology developed by the Blue Plan, as well as in work done by the French Ecology Ministry on indicators in protected areas.

Liste des participants

List of participants

Denise AFXANTIDIS - Association Forêt Méditerranéenne
denise.afxantidis@foret-mediterraneenne.org

Louis AMANDIER - CRPF PACA
louis.amandier@crpf.fr

Pilar ARA LAZARO - Generalitat Valenciana
ara_pil@gva.es

Sylvie ARENE - Conseil général du Var
sarene@cg83.fr

Michel BARITEAU - Institut nationale pour la recherche agronomique (Avignon)
bariteau@avignon.inra.fr

François BESSE - CIRAD
francois.besse@cirad.fr

Gilles BONIN- Faculté des Sciences de Saint Jérôme
gilles.bonin@univ.u-3mrs.fr

Jean BONNIER - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
jean.bonnier@aifm.org

Miriam BUITRAGO ESQUINAS - EGMASA (Andalousie, Espagne)
mbuitrago@egmasa.es

Juan de Dios CABEZAS - Région autonome de Murcie
JuanD.Cabezas@carm.es

Ana CAMPO - Conselleria de Territorio y Vivienda Alicante
campo_ana@gva.es

Américo CARVALHO MENDES - Universidade catolica portuguesa
carvalho.mendes@sapo.pt

Charlotte COURTIN-ORDNER - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
charlotte.courtinordner@aifm.org

Jean DE MONTGOLFIER - Plan Bleu pour la Méditerranée
jm@engees.u-strasbg.fr

Gérard DUBOIS - Conseil général du Var
gdubois@cg83.fr

Philippe EL HAIK - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentant le Vice-Président Guy BONO
pel_haik@REGIONPACA.FR

Mafalda EVANGELISTA - Associação de Productores Florestais (AFLOPS)
mafalda.evangelista@aflops.pt

Bruno FADY - Institut national pour la recherche agronomique (Avignon)
fady@avignon.inra.fr

Gaëlle FOSSOY - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
gaelle.fossoy@aifm.org

Mauro FRATTEGANI - Région Ombrie
mfrattegiani@tiscali.it

Pierre GAILLARD - Observatoire de la forêt méditerranéenne
pierre.gaillard@ofme.org

Giorgio IORIO - Comunità Montana Valnerina
giorgio_iorio@libero.it

Patrick LE MEIGNEN - ONF 04
patrick.le-meignen@onf.fr

Anne LEPREUX - Traductrice
anne@eresmas.net

Alain LESTURGEZ - Observatoire de la forêt méditerranéenne
alain.lesturgez@ofme.org

Nicole LIAUTAUD - Syndicat des propriétaires forestiers 06
foret.privee@wanadoo.fr

Delphine LORBER
delphinelorber@yahoo.fr

Serge MENICUCCI - Consultant Parc naturels régionaux
sergemenicucci@hotmail.com

Cristina MONTIEL MOLINA - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
crismont@ghis.ucm.es

Véronique MURE - Nîmes Métropole
veronique.mure@nimes-metropole.fr

Audrey PAGANO-ZENASNI
zenasniaudrey@yahoo.fr

Liliane PERCY - Traductrice
liliane.bei-percy@wanadoo.fr

Jean-Michel PIRASTRU - Agence publique du massif des Alpilles
jmp.agencepubliquemassifalpilles@wanadoo.fr

Denys POULET - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
denys.poulet@aifm.org

Bernard PREVOSTO - CEMAGREF
bernard.prevosto@cemagref.fr

Carine RITAN - Directrice de l'Agence publique du massif des Alpilles
agencepubliquemassifalpilles@wanadoo.fr

François ROMANE - Conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon
cen-lr@wanadoo.fr

Brigitte SCHRIVE - Office national des forêts
brigitte.schrive@onf.fr

Miguel SEGUR - Junta de Castilla y León
miguel@cuatroelementos.org

Mary SHAFFER - Traductrice

Hayeth SIDHOUM - Association Internationale Forêts Méditerranéennes
hayeth.sidhoum@wanadoo.fr

Tim SPARHAM - Traducteur de conférence

Josette SPORTIELLO - Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Paul-Antoine SUSINI - Parc naturel régional de Corse
p.anto.susini@laposte.net

Sylvain TILLIER - Parc naturel régional du Haut-Languedoc
sylvain.tillier@wanadoo.fr

Daniel VALLAURI - WWF-France
dvallauri@wwf.fr

Mario VELAMÁZAN - Région autonome de Murcie
parqueforestal@listas.carm.es

